

Plan de licenciements confirmé à Alcatel-Lucent

samedi 2 juin 2007, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2007).

Les salariés de l'équipementier des télécommunications Alcatel-Lucent se sont fortement mobilisés dans l'ouest de la France et en région parisienne, à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE) qui a entériné le plan de suppression de 1 468 postes en France, soit 12 % de l'effectif. Le 27 avril, le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a condamné la direction d'Alcatel-Lucent à revoir sa copie et à payer une amende. Elle avait en effet refusé de donner des précisions concernant les 4 500 suppressions de postes prévues en Europe, dont 1 500 en France. Au total, dans le monde, dans le cadre d'un plan d'économies de 1,7 milliard d'euros, 12 500 suppressions de postes sont programmées sur trois ans après que les effectifs ont déjà été diminués de 1 900 postes. Cette condamnation donne raison à l'intersyndicale CFDT, CGT, CGC, CFTC, qui dénonce le diktat de la direction qui veut délocaliser ses activités dans les pays à bas coût.

Mais sur le fond, cela n'a pas vraiment bougé. Au dernier CCE de trois jours, qui a commencé le 21 mai à Vélizy, le maintien intégral du plan a été confirmé. En fin de compte, 1 330 postes sont concernés avec la confirmation des délocalisations engendrées par ce plan et la fermeture du site de Cesson-Sévigné à Rennes. 70 postes, spécialisés dans la vidéo, seraient maintenus sur l'autre site de Rennes, mais un nombre équivalent sera supprimé sur le site d'Orvault (près de Nantes).

Après le succès de la manifestation européenne du 15 avril, le personnel s'est fortement mobilisé le 22 mai, notamment dans l'ouest, zone la plus touchée par les suppressions de postes. Environ 1 000 salariés de l'entreprise ont débrayé : 400 à Orvault (Loire-Atlantique), 350 à Lannion (Côtes-d'Armor) et 150 à Rennes où il y a deux sites. La prochaine étape de la mobilisation sera l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra à Paris le 1^{er} juin. L'intersyndicale appelle à y participer pour dire aux actionnaires : « *Une entreprise qui ne donne pas de perspectives aux salariés est vouée à l'échec.* »

Durant la campagne électorale de la présidentielle, le futur président s'était engagé à revoir les salariés de l'entreprise. L'intersyndicale a donc demandé à être reçue par Sarkozy. Rappelons que, le 1^{er} décembre 2006, Alcatel avait officialisé sa fusion avec l'entreprise américaine Lucent, donnant vie à un géant de 18,6 milliards d'euros de revenus annuels, dans 130 pays, avec 79 000 salariés (lire Rouge du 15 février 2007). Ce géant des télécoms est un habitué des plans sociaux massifs et, il a supprimé des dizaines de milliers d'emplois ces dernières années.

Alcatel-Lucent est un concentré de la mondialisation, qui voit l'économie soumise au rouleau compresseur des actionnaires tout-puissants assimilant l'économie moderne à une guerre de mouvement, où la rapidité des décisions fait la différence entre les concurrents.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2208 du 31 mai 2007.